

Piketty-Staline veut imposer 25% d'enfants "défavorisés" dans chaque école privée

écrit par Christine Tasin | 12 septembre 2016



Dans une tribune parue dans le Monde, l'économiste Thomas Piketty dénonce la « ségrégation scolaire » et propose une solution assez radicale.

C'est l'histoire d'une tribune parue dans le journal Le Monde qui fait beaucoup de bruit. Son auteur, Thomas Piketty, est l'un des économistes français les plus connus dans le monde en raison de son travail sur les inégalités, notamment aux Etats-Unis. Cette fois, dans son texte, il dénonce une autre forme d'inégalité, ce qu'il appelle l'incroyable ségrégation scolaire française. On savait aussi, c'est bien connu et documenté, que l'école en France qui a été pendant longtemps la fabrique de l'égalité républicaine, est devenue depuis plusieurs décennies une fabrique d'inégalités. C'est-à-dire que loin de réduire les inégalités, le système français, ultra-élitiste, les aggrave : ainsi chaque année c'est 250 000 jeunes qui sont éjectés du système scolaire.

Réponse de Christine Tasin

Après les 25% de logements sociaux dans les villes, voici qu'il faut que nos chers petits, que nous parvenons parfois à protéger un peu grâce aux écoles privées se verraient imposer un quota d'élèves qu'elles n'auraient pas choisi, élèves pudiquement appelés défavorisés, traduisez, des petites

racailles souvent islamisées qui refusent l'école...

Pourquoi l'école a-t-elle été pendant longtemps la fabrique de l'égalité républicaine ? Pourquoi les gens de ma génération ont-ils pu, issus des classes populaires, même incultes, même quand leurs parents n'étaient jamais allés au lycée ni même au collège, entrer en 6ème comme ce fut mon cas pour faire du latin et suivre le cursus royal malgré mon origine sociale, bien qu'il n'y ait jamais eu personne pour m'aider, pour me transmettre les codes ?

Parce que les parents n'étaient pas des fainiasses, parce que les parents savaient que seul l'effort paye et que rien ne tombe tout seul (c'était le cas à l'époque), parce que chacun, parent et enfant, savait que le but, le sens de l'histoire était que les enfants aient une meilleure situation que les parents. C'est ainsi qu'un Cavanna voit son père immigré italien accepter les boulots les plus ingrats, les plus difficiles, déboucher les fosses sceptiques par exemple, mais lui interdire de parler italien à la maison afin que, devenu français, il réussisse à l'école et progresse dans l'échelle sociale.

Mais c'était avant.

Quant à affirmer que le système français soit ultra-élitiste, on en ferait bien pipi dans la culotte de rire si ce n'était pas si tragique. On se dispensera ici de sortir les perles des bacheliers, leurs protestations quand l'examen les déroutent, leur méconnaissance et même leur ignorance de la littérature, de l'histoire, de la biologie et compagnie... On ne parlera pas de l'orthographe, des années zéro en fac qui se multiplient pour essayer de donner un tout petit peu de connaissances et de méthodes aux ignares qui sortent du lycée... Lors de mon dernier poste, j'avais des élèves de première qui redoublaient et qui n'avaient jamais fait de dissertation de leur vie, ils ont eu du mal à admettre que je me fichais royalement de leurs résultats au bac et que je prétendais qu'ils sauraient faire

une dissertation à la fin de l'année même si les petits branleurs avaient en tête de choisir le sujet qu'ils pensaient le plus facile, le sujet d'invention... ce qui, dans leur tête d'oison, rendait inutile tout apprentissage autre. Elitisme ce système ? Elitisme cette foire où l'on demande aux élèves de poser les questions et d'y répondre eux-mêmes ?

250000 jeunes éjectés du système scolaire ? Mais ce n'est pas assez, vu le nombre d'analphabètes, de racailles qui empêchent les profs de faire cours et les élèves d'apprendre. Ils ne sont pas éjectés, ils s'éjectent tout seuls. Qu'ils dégagent mais ne viennent pas se plaindre et Piketty encore moins !

Une « extrême ségrégation sociale »

L'étude de Piketty porte sur un point précis : celui de la mixité sociale. Et tout particulièrement à Paris, un cas absolument édifiant. Dans la capitale, où il y a 175 collèges, la quasi-totalité des enfants dit socialement « défavorisés » – c'est-à-dire dont les parents sont ouvriers, chômeurs, ou inactifs – sont dans les établissements publics. Ces enfants défavorisés représentent moins de 1% dans les établissements privés. C'est ce que Piketty nomme si les mots ont un sens « l'extrême ségrégation sociale ». Le privé, dit Piketty, « pratique une exclusion sociale quasi-complète des classes sociales défavorisées ». Et compte tenu, en plus, du poids du privé, qui accueille déjà 30% des collégiens à Paris, et de l'angoisse parentale qui contribue au succès du privé, autant dire que cette ségrégation est là pour durer si rien n'est fait. Et c'est justement ce que dénonce l'économiste qui s'en prend à la passivité du gouvernement.

Piketty se moque ouvertement de nous. Qui sont les familles « socialement défavorisées » qui habitent Paris ? Qui sont ceux qui, parce que leurs revenus et le nombre d'enfants les rend prioritaires, qui prennent aux Français d'origine tous les logements sociaux disponibles ? Et si ces enfants sont socialement défavorisés c'est quand ils ont la malchance d'avoir des parents, immigrés ou descendants d'immigrés le plus souvent, et donc majoritairement musulmans, qui

transmettent une visio de la France, de l'Occident, de l'école... suffisamment abominable pour que les enfants refusent de jouer le jeu. Le rapport Obin le disait déjà en 2003. Le Haut rapport à l'Intégration en a remis une couche en 2014... Ces enfants-là ne fréquentent pas les écoles privées parce qu'on s'en fait jeter dehors plus facilement que des écoles publiques, parce que elles sont souvent catholiques et que pour les musulmans le christianisme c'est satan. Mais il semble que Piketty ne les ait pas lus. Le sieur Piketty ne lit que ce qui va dans son sens. Que ce qui va permettre de pourrir la vie de tous les petits Français. Le sieur Piketty qui vit sans doute à l'abri ainsi que sa famille peut cracher sa haine du privé et des parents aimants et attentifs qui, en se saignant aux 4 veines quand ils le peuvent, s'ils le peuvent, font le maximum pour sortir de l'ornière; pour sortir de l'enfer leur progéniture. Et ils ont raison c'est leur boulot de parents.

Une solution mécanique assez brutale

Face à ce constat, Thomas Piketty propose une solution mécanique, assez brutale, parce que ça ne bougera pas simplement avec des bons sentiments. Il propose d'imposer au privé, une procédure commune d'affectation des élèves, avec un système qui fasse en sorte que tous les collèges, publics ou privés, comptent entre 10 et 20%, ou une version plus douce, entre 5 et 25% d'élèves défavorisés. Il suggère d'imposer ainsi au privé une quote part d'enfants socialement défavorisés, de prendre donc des élèves qu'ils n'ont pas choisis. Thomas Piketty sait très bien que ça serait toucher à la sacro-sainte liberté de recrutement des établissements privés. Il dit qu'il entend déjà « les cris horrifiés des parents et des enseignants du privé ». Il est vrai qu'on a eu des guerres scolaires pour moins que ça.

Ce que l'économiste pointe du doigt, c'est un problème crucial. Certains établissements sont devenus de véritables ghettos, avec parfois 60% d'enfants issus des milieux défavorisés. Certains vont juger sa proposition un peu brutale, un peu soviétique, vis-à-vis du privé. Mais y-en-a-t-il d'autres ? Jusqu'ici rien n'a vraiment marché. C'est donc une piste intéressante. Mais attention, cela ne

règlerait pas tous les problèmes de l'école en France : il faudra aussi se demander vraiment pourquoi les parents qui le peuvent sont de plus en plus attirés par le privé pour scolariser leurs enfants : et là on touche à d'autres tabous sensibles, les absences des enseignants, pas toujours remplacés, les grèves parfois à répétition, les moyens mis à disposition. On le voit, c'est l'ensemble des problèmes de l'école qu'il faut traiter.

La proposition n'est pas un peu brutale, un peu soviétique.. Elle est dictatoriale, dans la droite ligne du gouvernement Hollande. Gageons qu'en période électorale il n'osera pas re-déclencher une guerre de l'école, se contentant de promettre la lune, malgré les pressions d'une Belkacem hystérique à l'idée d'en faire baver aux petits Gaulois.

Gageons aussi que les enjeux fondamentaux pourraient être une bonne raison pour que les parents se jettent dans la rue ou entrent dans les écoles, privées ou publiques, pour y faire la loi et protéger nos descendants.

Tous ces salopards ont tout cassé, tout abîmé mais ça ne leur suffit pas. Le Grand remplacement, ici et maintenant, ils en rêvent.

Source des encadrés

http://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-decryptage-eco/education-le-pave-dans-la-mare-de-thomas-piketty_1808455.html